

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

Cellule d'Appui et de Suivi
Des Systèmes Financiers Décentralisés
CAS/SFD

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2002

SEPTEMBRE 2003

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DES SFD EN 2002

II. BILAN DES ACTIVITES DE SUIVI ET DE CONTROLE DES SFD PAR LA CAS/SFD

2.1. - Le suivi de l'application de la réglementation par les SFD

2.1.1. L'étude des dossiers de demande d'agrément, de reconnaissance et de signature de convention des SFD au 31/12/2002

2.1.2. Le répertoire des SFD et la répartition géographique au 31/12/2002

2.1.3. La surveillance et le contrôle externe des SFD en 2002.

2.2. - L'analyse de l'évolution du secteur de la microfinance sur la période 1999-2002

2.2.1. L'évolution du secteur et le respect de la réglementation

2.2.2. L'évolution des indicateurs d'activités

2.2.3. L'évolution des opérations financières

2.2.4. L'évolution des indicateurs de performances financières

2.2.5. L'évolution des ratio et normes prudentiels

2.3. - Le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement de la microfinance

2.4. - Les activités du secrétariat du Groupe Consultatif National pour la microfinance

2.5. - Les relations avec les partenaires techniques et institutionnels de la microfinance

2.6. - Les activités de formation

III - LES PERSPECTIVES DE L'ANNEE 2003

ANNEXES

Définition des sigles

ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
ADS	Agence pour le Développement Social
AFD	Agence Française pour le Développement
APBEF	Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers
AMAPEF	Association Malienne pour la Promotion des Entreprises Féminines
APIM	Association Professionnelle des Institutions de Microfinance
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIM.SA	Banque Internationale pour le Mali - Société Anonyme
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale pour le Développement Agricole
CAMEC	Caisses Mutuelles de l'Education et de la Culture
CAS/SFD	Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés
CANEF	Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes
CFORES	Centre de Formation et de Recherche Economique et Social
CMEC/PDR	Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit/Programme de Diversification des Revenus
CRMD	Caisses Rurales Mutualistes du DELTA
CREP	Caisses Rurales d'Epargne et de Prêts
CECRA	Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit Autogérées
CVECA	Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées
FAAF LAYIDU	Fonds d'Appui aux Activités des Femmes
FECECAM	Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GCNM	Groupe Consultatif National pour la Microfinance
GGLS	Group Guaranteed Lending Savings
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IMF	Institution de Microfinance
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
NEF	Near East Fondation
PACCEM	Projet d'Appui à la Commercialisation des Céréales au Mali
PASACOOOP	Projet d'Appui aux structures Associatives et Coopératives
PIFD	Promotion des Institutions Financières Décentralisées
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SG 2000	Sasakawa Global 2000
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine.

ANNEXES

ANNEXE I

Tableau N°1

: Données générales sur les SFD au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Données générales sur les SFD au 31-12-2002 (suite)

ANNEXE II

Tableau N° 1

: Données relatives aux ressources des SFD au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Données relatives aux ressources des SFD au 31-12-2002

ANNEXE III

Tableau N° 1

: Dépôts des SFD auprès du système bancaire au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Dépôts des SFD auprès du système bancaire au 31-12-2002 (suite)

ANNEXE IV

Tableau N° 1

: Données relatives aux emplois des SFD crédits octroyés dans l'année au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Données relatives aux emplois des SFD crédits octroyés dans l'année au 31-12-2002

ANNEXE V

Tableau N° 1

: Données relatives aux emplois des SFD : crédits encours au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Données relatives aux emplois des SFD : crédits encours au 31-12-2002

ANNEXE VI

Tableau N° 1

: Produits d'exploitation des SFD au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Produits d'exploitation des SFD au 31-12-2002 (suite)

ANNEXE VII

Tableau N° 1

: Charges d'exploitation des SFD au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Charges d'exploitation des SFD au 31-12-2002 (suite)

ANNEXE VIII

Tableau N° 1

: Données relatives aux effectifs des SFD au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Données relatives aux effectifs des SFD au 31-12-2002 (suite)

ANNEXE IX

Tableau N° 1

: Qualité du portefeuille des réseaux de Caisses Mutuelle d'Epargne et de Crédit au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Qualité du portefeuille des réseaux de crédit solidaire au 31-12-2002

ANNEXE X

Tableau N° 1

: Situation des indicateurs de performance des réseaux de Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Situation des indicateurs de performance des réseaux de CVECA au 31-12-2002

Tableau N° 3

: Situation des indicateurs de performance des réseaux de Crédit Solidaire au 31-12-2002

ANNEXE XI

Tableau N° 1

: Situation des ratios prudentiels des réseaux de Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit au 31-12-2002

Tableau N° 2

: Situation des ratios prudentiels des réseaux CVECA au 31-12-2002

Tableau N° 3

: Situation des ratios prudentiels des réseaux Crédit Solidaire au 31-12-2002

ANNEXE XII

: Proportion des SFD ayant respecté les indicateurs de performance de 2000 à 2002

ANNEXE XIII

: Proportion des SFD ayant respecté les ratios prudentiels de 2000 à 2002

ANNEXE XIV

: Mode de calcul des indicateurs de performance des SFD.

INTRODUCTION

L'année 2002 se situe à une étape très importante dans l'évolution de la microfinance au Mali car elle marque la fin de la mise en œuvre du premier plan d'action national pour le développement de ce secteur.

Les activités menées par la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (CAS/SFD) au cours de l'exercice 2002, se sont inscrites dans une perspective de renforcement des capacités de surveillance du secteur et aussi de la professionnalisation de l'industrie de la microfinance à travers des actions de contrôle plus ciblées et aussi de sensibilisation/formation des SFD visant le respect de la réglementation en vigueur. Ces activités ont par ailleurs, porté sur le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action 1999-2002 pour le développement de la microfinance.

L'année 2002 a été marquée par certains événements qui ont assurément eu des répercussions sur le secteur de la microfinance, à savoir la faible pluviométrie enregistrée lors de la campagne 2001-2002, l'organisation des élections présidentielles et législatives, de la Coupe d'Afrique des Nations 2002 (CAN) et surtout la crise ivoirienne survenue en septembre 2002.

I - EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

1.1. *L'environnement national et international*

Le secteur de la microfinance a, au cours de l'année 2002, subi l'influence de l'environnement socio-économique tant au plan national qu'international.

Au plan national, la situation économique et financière a été marquée par une croissance moins vigoureuse que celle de l'année 2001 du fait principalement de la baisse de la production agricole. Le taux réel de croissance du PIB a été de 3,4% contre 11,8% en 2001. Ce ralentissement est dû aux contre-performances du secteur primaire liées à la baisse de la production agricole consécutive à une mauvaise pluviométrie. Cette réduction de la croissance s'est faite par ailleurs, dans un contexte de pression inflationniste.

Sur le plan des finances publiques, la situation s'est traduite par une détérioration du solde budgétaire global suite aux dépenses liées à l'organisation des élections présidentielles et législatives et de la CAN 2002.

Au niveau des comptes extérieurs, le solde courant hors dons s'est réduit en passant de -13,3% en 2001 à -10,4% en 2002, du fait particulièrement d'une évolution favorable de la balance commerciale.

La masse monétaire a enregistré un accroissement de 7,9% dû à une augmentation des avoirs extérieurs nets.

Au plan international, l'année 2002 a enregistré la détérioration des cours des matières premières (coton, or) et le renchérissement du prix des produits pétroliers.

La crise ivoirienne survenue le 19 septembre 2002, a contribué au renchérissement de la plupart des produits d'importation et au manque à gagner sur les exportations de coton et du bétail.

1.2. - Les faits et tendances du secteur de la microfinance en 2002

Malgré un environnement national et international peu favorable, le secteur de la microfinance a néanmoins enregistré quelques résultats encourageants si l'on réfère à l'évolution des principaux indicateurs. Ainsi, sur la base des données recueillies, les résultats ci-après ont été enregistrés :

- Une nette amélioration de l'offre et de l'accessibilité en services de microfinance suite à l'amélioration du taux de pénétration et de la couverture géographique du pays en SFD, à l'élargissement du sociétariat à certaines couches vulnérables de la population ;
- Une diversification des sources de refinancement des SFD grâce à l'intervention d'autres Banques et organismes dont la Banque Malienne de Solidarité, le Fonds de Développement Economique ;
- Des efforts appréciables de gestion internes des SFD dans le sens de leur capitalisation ;
- Une nette amélioration de l'offre de crédits tant en nombre qu'en valeur ;
- Le respect des ratios prudentiels par la plupart des SFD.

II - BILAN DES ACTIVITES DE SUIVI ET DE CONTROLE DES SFD

Au cours de l'année 2002, les activités de la CAS/SFD ont été principalement menées dans le cadre de ses missions, à savoir :

- Le suivi de l'application de la réglementation par les SFD ;
- Le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action 1999-2002 ;
- L'animation du secrétariat du Groupe consultatif.

2.1. Le suivi de l'application de la réglementation par les SFD

Dans le cadre du suivi de l'application de la réglementation par les SFD, la CAS/SFD a, au cours de l'année 2002, assuré entre autres :

- l'étude des dossiers de demande d'autorisation d'exercice de l'activité d'épargne et de crédit ;
- le contrôle et la surveillance du secteur de la microfinance.

2.1.1. L'étude des dossiers de demande d'agrément, de reconnaissance et de signature de convention des SFD

a) Situation des dossiers de demande d'agrément

Au titre de l'année 2002, la CAS/SFD a reçu trente et un (31) dossiers de demande d'agrément d'institutions d'épargne et de crédit dont deux (2) Unions. A ces dossiers, s'ajoute un lot de quarante sept (47) autres dossiers reçus en 2001 et dont l'étude n'avait pu être achevée en fin de période.

Ainsi, sur soixante dix huit (78) dossiers de demande d'agrément reçus, soixante huit (68) ont effectivement fait l'objet d'étude au cours de l'année 2002 et sur lesquels soixante quatre (64) ont été jugés conformes à la réglementation et agréés par le Ministre.

Ainsi, au 31/12/2002, la situation des dossiers de demande d'agrément reçus et/ou traités au cours de l'année 2002 se présentait comme suit:

Dossiers Nombre	Total reçu	Etudiés en 2002	Rejetés	Agrées	En cours d'étude
	78	68	4	64	10

Signalons que sur les quarante sept (47) dossiers de demande d'agrément reçus en 2001, quarante deux (42) s'inscrivaient dans le cadre des régularisations d'institutions en activité sans au préalable être agréées. Il s'agit de :

- La Caisse d'Épargne et de Crédit Yiriwaso de Kababougou ;
- La Caisse d'Épargne et de Crédit Jigiyaso de Fanaficoura ;
- Les trente une (31) caisses du réseau Kafo Jiginew ;
- Les cinq (5) caisses rurales d'épargne et de prêt du réseau SG 2000 ;
- La Caisse d'épargne et de crédit Funtun de Konobougou ;
- Et les trois (3) caisses Sudu Diawdi.

Les quatre (4) dossiers de demande d'agrément rejetés pour insuffisance de moyens nécessaires à l'exercice des activités de microfinance sont :

- La Caisse d'épargne et de crédit Askia de Gao ;
- Les trois (3) caisses Sudu Diawdi.

Les dix (10) dossiers de demande d'agrément en cours d'étude en 2003, concernent :

- La Caisse d'épargne et de crédit Yiriwaso de Kababougou ;
- La Caisse d'épargne et de crédit Jigiyaso de Fanaficoura ;
- Les quatre (4) caisses d'épargne et de crédit Karabara ;
- La Caisse Nyèsigiso de Koulouba ;
- La Caisse d'épargne et de crédit Niakiri de Siby ;
- L'Union des caisses d'épargne et de crédit Buntunjo à Bafoulabé
- L'Union des caisses d'épargne et de crédit Niako à Kayes

b) Situation des dossiers de demande de reconnaissance

Aucun dossier de demande de reconnaissance n'a été enregistré au cours de l'année 2002.

c) Situation des dossiers de demande de signature de la convention cadre

La CAS/SFD a reçu, au cours de l'année 2002, quatre (4) dossiers de demande de signature de la convention cadre, en vertu des dispositions des articles 5 et 6 de la loi 94-040 du 15 août 1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.

Les structures concernées ont été :

- L'Association FIDES- Mali ;
- Le Fonds Auto Renouvelable pour l'Emploi (FARE);

- L'Association Sabounguman des CVECA de Ségou ;
- La Société Azaouad Finances S.A. de Léré.

Parmi ces dossiers, ceux relatifs au Fonds Auto Renouvelable pour l'Emploi et à l'Association Sabounguman des CVECA de Ségou, ont été jugés non recevables respectivement, pour non conformité avec l'objet d'une structure de microfinance et pour insuffisance de ressources nécessaires à l'exercice de la profession.

Au 31/12/2002, la situation des dossiers de demande de signature de la convention cadre se présentait comme suit :

- Nombre de dossiers reçus	4
- Nombre de dossiers étudiés	4
- Nombre de dossiers rejetés	2

Par ailleurs, l'étude de cinq (5) dossiers de demande de signature de convention cadre, reçus en 2001, des structures ci-après, a été effectivement bouclée en 2002, après la prise en compte des observations formulées par la CAS/SFD et la BCEAO sur lesdits dossiers. Il s'agit de :

- Réseau de Micro-Institutions et de Croissance de Revenus (RMCR) ;
- L'Association Crédit Solidaire WAASA ;
- L'Association Sinsinso ;
- L'Association des CVECA de Macina et Ténékoun ;
- L'Association Crédit Solidaire Soro Yiriwaso

Il convient de signaler que le dossier de demande de signature de convention cadre de l'Association Crédit Solidaire WAASA a finalement fait l'objet de rejet suite à un constat de mauvaise gestion survenue dans cette structure.

Situation des dossiers de demande de signature de convention cadre au 31/12/2002

Dossiers	Reçus en 2001	Reçus en 2002	Total à traiter en 2002	Traités	Rejetés
Nombre	5	4	9	9	3

2.1.2. Le répertoire des SFD et leur répartition géographique au 31/12/2002

a) Situation du répertoire des SFD

Le répertoire des SFD mutualistes s'est enrichi en 2002, avec l'octroi de l'autorisation d'exercer à soixante quatre (64) nouvelles institutions d'épargne et de crédit, portant ainsi leur nombre total à quatre cent dix neuf (419). Ce répertoire des SFD mutualistes se compose comme suit (au 31/12/2002) :

- Caisses mutualistes de base	404
- Unions de caisses	13
- Fédérations	2
TOTAL	419

Le répertoire des structures non constituées sous forme mutualiste, se présentait comme suit :

- Associations de CVECA	11
- Associations de Crédit Solidaire	5
TOTAL	16

La signature des six (6) dossiers de convention cadre traités en 2002, n'aura lieu qu'en 2003.

Ainsi, au 31/12/2002, sur la base des autorisations légales d'exercice de la profession, le répertoire des SFD comprenait quatre cent trente cinq (435) structures agréées, reconnues ou ayant signé la convention.

b) Répartition géographique

La répartition géographique des soixante quatre (64) institutions mutualistes agréées au cours de l'année 2002, se présente comme suit :

- District de Bamako	3
- Région de Kayes	3
- Région de Koulikoro	9
- Région de Sikasso	28
- Région de Ségou	15
- Région de Mopti	1
- Région de Tombouctou	5

Ainsi, suite à ces nouvelles créations, la configuration du répertoire au 31/12/2002 se présentait comme suit :

	D/Bko	Kayes	Kkoro	Sikas.	Ségou	Mopti	Tomb.	Gao	Kidal	Total
Mutuelles	78	18	64	100	132	13	6	6	2	419
CVECA	0	3	0	0	4	4	0	0	0	11
Créd. Sol	3	0	0	0	0	2	0	0	0	5
Total	81	21	64	100	136	19	6	6	2	435
%	18.6%	4.8%	14.7%	23.0%	31.2%	4.3%	1.3%	1.3%	0.4%	100%

L'amélioration de la couverture géographique a été beaucoup plus significative dans les régions de Sikasso, Ségou et Koulikoro avec respectivement 28, 15 et 9 nouvelles caisses agréées dans ces régions. Il faut noter que la couverture géographique s'est relativement améliorée dans la région de Tombouctou passant d'une (1) institution en 2001 à six (6) au 31/12/2002.

Les régions de Tombouctou, Gao et Kidal restent encore très insuffisamment couvertes avec moins d'une (10) dizaine de structures par région et 3% des SFD pour les trois régions.

2.1.3. La surveillance et le contrôle externe des SFD en 2002

En application de l'article 66 et 67 de la loi 94-040 du 15 Août 1994 et de l'article 6 de la convention cadre, la CAS/SFD a, conformément à sa mission de surveillance et de contrôle des SFD et à son programme de contrôle 2002, procédé au contrôle *sur pièces et sur place* de plus d'une vingtaine de SFD. Ce contrôle a pu s'effectuer grâce au concours technique et financier des partenaires comme le Projet de Développement du Secteur Financier (PDSF), le Projet de Promotion des Institutions Financières Décentralisées (PIFD/GTZ), la Direction des Systèmes Financiers Décentralisés (DSFD) de la BCEAO.

Les contrôles ont porté sur les éléments suivants :

- l'élaboration des états financiers et annexes conformément aux instructions de la BCEAO;
- le respect des ratios prudentiels ;
- le respect de la réglementation en matière de taux d'usure ;
- le respect des textes internes et des conventions ;
- le respect des procédures comptables, administratives et financières ;
- la régularité et la fiabilité du contrôle interne ;
- la qualité du portefeuille ;
- l'évolution des indicateurs de performance et le fonctionnement des organes ;

a) Le contrôle sur pièces

Il a porté sur les statistiques trimestrielles, les rapports d'inspection et les rapports d'activités des SFD.

Il convient de rappeler qu'à l'exception de deux (2), aucun réseau n'a pu respecter les dispositions de l'article 65 de loi 94-040 du 15 Août 1994 qui font obligation aux SFD de transmettre au Ministère chargé des Finances, leurs rapports internes de vérification ou d'inspection.

Concernant les statistiques trimestrielles des SFD, bien qu'elles aient été irrégulièrement transmises et très souvent en retard, la CAS/SFD a néanmoins élaboré et transmis à la BCEAO, les quatre (4) rapports trimestriels de l'année 2002.

Quant aux rapports d'activités et états financiers des SFD de l'exercice 2002, environ 80% ont été communiqués à la CAS/SFD dans les délais réglementaires, ce qui a permis à cette dernière de procéder à leur analyse. Quinze (15) SFD ont néanmoins fait l'objet de sanctions pécuniaires pour non communication dans les délais requis, leurs rapports d'activités et états financiers (article N°63 de la loi 94-040 du 15 Août 1994).

b) Le contrôle sur place

Les missions de contrôle sur place ont été réalisées grâce au concours financier et technique du PDSF, du PIFD/GTZ et de la DSFD/BCEAO et souvent en collaboration avec des équipes de la BCEAO ou des bureaux d'auditeurs privés. Les institutions ci-après ont fait l'objet de contrôle, au cours l'année 2002 :

- La Fédération Kafo Jiginew (Koutiala, Fana et Dioïla) ;
- L'Union Nyèsigiso (Bamako et Ségou) ;
- L'Union Kondo Jigima (Bamako, Mopti et Bla) ;
- L'Union CECRA Nyètaso (Koulikoro) ;
- L'Union Jigiyasoba (Bamako, Banamba et Kangaba) ;
- L'Union Fasojigi (Bougouni) ;
- Les caisses Wouri Crédit Epargne (Ansongo, Gao et Kidal) ;
- L'Union CAMEC (Bamako et Bougouni) ;
- L'Association des CVECA en 1^{ère} Région (Kita, Bafoulabé) ;
- L'Association des CVECA Office du Niger (Niono) ;
- L'Association des CVECA /PASACOOOP San/Djenné ;
- L'Association Piyeli à Bamako ;
- Le réseau CMEC PDR San
- La caisse Jigisigiso de Sikasso

- La caisse Niatou à Bamako ;
- La caisse Kolon kafoso à Bamako
- La caisse CMEC Espoir à Bamako.

Les contrôles sur place de la Fédération Kafo Jiginew et de l'Union Nyèsigiso ont été effectués dans le cadre de missions conjointes BCEAO/CAS/SFD. Ceux des Associations de CVECA/PASACOOOP-San-Djenné, CVECA/ON et de PIYELI ont été effectués avec la collaboration et l'appui des cabinets d'audit privés.

Les principaux constats et recommandations issus de ces différents contrôles sur place peuvent se résumer comme suit :

Les constats :

- La non disponibilité des textes réglementaires au niveau des structures visitées ;
- l'inexistence de contrat d'affiliation entre les caisses de base et la structure faitière ;
- le fonctionnement irrégulier des organes de gestion et de contrôle ;
- le non respect des différents manuels de procédures régissant la structure ;
- le non respect du taux d'usure ;
- le mauvais archivage des documents ;
- la mauvaise tenue des documents comptables et de gestion ;

Les recommandations :

Face à ces constats, les missions d'inspection ont formulé, à l'intention des structures visitées, les recommandations ci-après :

- la mise en place des textes réglementaires au niveau des structures visitées ;
- l'élaboration et la mise en place de contrat d'affiliation entre les caisses de base et les structures faitières ;
- la dynamisation des organes statutaires de gestion et de contrôle ;
- le respect strict des différents manuels de procédures régissant la structure ;
- le respect rigoureux de la réglementation sur le taux d'usure ;
- la tenue correcte des documents comptable et de gestion ;
- Une meilleure conservation des différents documents.

2.2. – L'analyse de l'évolution du secteur de la microfinance sur la période 1999-2002

L'analyse de l'évolution du secteur de la microfinance au cours de la période 1999-2002 vise à apprécier l'impact de la mise en œuvre du Plan d'action sur certains indicateurs d'activités et de performance financière des SFD.

2.2.1 Evolution du secteur et le respect de la réglementation par les SFD

2.2.1.1- Evolution du secteur de la microfinance

L'évolution du secteur de la microfinance pendant la période sous revue, est analysée à travers ce qui suit :

- le nombre de SFD autorisé ;
- le nombre de points de service et/ou structures de base ;
- la structuration des SFD ;
- la répartition géographique des SFD à travers le pays.

a) Evolution du nombre des SFD autorisés :

<u>SFD</u>	<u>Années</u>	<u>Années</u>			
		1999	2000	2001	2002
Mutualistes		279	315	355	419
Crédit Solidaire		-	5	5	5
Associations CVECA		-	11	11	11
Total		279	331	371	435
Variation		-	18,2%	12,4%	31,8%

Le nombre de structures agréées ou signataires de la convention cadre est passé de 279 en 1999 à 435 en 2002, soit un accroissement global de 56% essentiellement imputable aux institutions mutualistes de base.

b) Evolution du nombre des structures de base (caisses de base, antennes, caisses villageoises, guichets, etc...)

<u>Structures de base</u>	<u>Années</u>	<u>Années</u>			
		1999	2000	2001	2002
Caisses de base mutualistes		268	301	340	404
Antennes de crédit solidaire		33	33	48	42
Caisses villageoises (CVECA)		206	240	252	260
Total		507	574	640	706
Variation		-	13,2%	11,5%	10,3%

Le nombre de structures de base, qui exprime la disponibilité de l'offre de services financiers de proximité, est passé de 507 à 691 unités entre 1999 et 2002, traduisant une hausse de 36,3%. Les systèmes mutualistes et les CVECA représentent l'essentiel des structures de base (96% en 2002). Cependant il convient de noter que les systèmes de crédit solidaire s'appuient davantage sur les groupements de crédit pour mener leurs opérations de crédit. L'arrêt des activités de FAAF-LAYIDU en 2001, explique la baisse du nombre d'antennes de crédit solidaire de 33 à 27.

c) Evolution de la structuration des SFD

<u>Structuration</u>	<u>Années</u>			
	1999	2000	2001	2002
Systèmes mutualistes	279	315	355	419
Fédération	2	2	2	2
Union	9	12	13	13
Caisses affiliées	235	249	265	300
Caisses isolées/non affiliées à un réseau	33	52	75	104
Système CVECA				
Associations CVECA	-	11	11	11
Caisses villageoises affiliées	-	240	252	260
Système de crédit solidaire				
Associations de crédit solidaire	-	5	5	5
Antennes	-	33	48	42

Depuis 2000, année de signature de la convention cadre par seize (16) structures non mutualistes, la structuration des SFD est restée stable en termes de structures factières, par contre le nombre des institutions de base a continué à augmenter. La proportion des caisses

de base mutualistes affiliées à un réseau a diminué. Elle passe de 87,7% en 1999 à 74,2% en 2002. Cette situation est due essentiellement au Groupe CMEC-PDR de San. En effet, sur les 104 caisses de base mutualistes non affiliées à un réseau, 39 (soit 37,5%) appartiennent à ce Groupe qui ambitionne de s'ériger très bientôt en réseau.

d) *Evolution de la répartition géographique des SFD entre 2001 et 2002*

Régions	Bko		Kaye		Kkro		Sikasso		Ségou		Mopti		Tombouc		Gao		Kidal		Total	
SFD	01	02	01	02	01	02	01	02	01	02	01	02	01	02	01	02	01	02	01	02
Mutualistes	75	78	15	18	55	64	72	100	117	132	12	13	1	6	6	6	2	2	355	419
Crédit Solid.	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	5	5
CVECA	0	0	3	3	0	0	0	0	4	4	4	4	0	0	0	0	0	0	11	11
Total	78	81	18	21	55	64	72	100	121	136	18	17	1	6	6	6	2	2	371	435

Du tableau ci-dessus, relatif à l'évolution de la répartition géographique des SFD entre les régions au cours des années 2001 et 2002, il ressort un accroissement global de soixante quatre (64) structures, imputable aux régions de Kayes (3), Koulikoro (9), Sikasso (28), Ségou (15), Mopti (1), Tombouctou (5) et du District de Bamako (3).

2.2.1.2 *Respect de la réglementation*

L'analyse de l'évolution du *respect de la réglementation par les SFD* est faite en fonction de l'application effective des dispositions réglementaires auxquelles ils sont astreints, à savoir :

- L'acquisition d'une autorisation avant le démarrage effectif de l'activité de collecte de l'épargne et de distribution du crédit ;
- La production et la fourniture des informations statistiques trimestrielles aux autorités de tutelle ;
- La réalisation des contrôles au plan interne et la fourniture des rapports y afférents aux autorités de tutelle ;
- L'élaboration et la communication des rapports et états financiers annuels aux autorités de tutelle dans un délai déterminé.

a) *Par rapport à l'exercice légal de la profession*

A défaut de disposer des informations exhaustives sur les structures mutualistes évoluant en marge de la réglementation, l'analyse de la situation juridique sera basée sur les données contenues dans le tableau ci-après :

<i>Situation juridique</i>	<i>Nbre de SFD en activité (1)</i>				<i>Nbre des SFD autorisés (2)</i>				<i>Nbre des SFD en activité non autorisés</i>			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
<i>SFD</i>												
Mutualiste	324	356	374	428	279	315	355	419	45	41	19	9
Crédit Solid.	5	5	6	6	0	5	5	5	5	0	1	1
Assoc.CVECA	11	11	11	12	0	11	11	11	11	0	0	1
Total	340	372	391	446	279	331	371	435	61	41	20	11

1. données fournies par les SFD à travers les rapports annuels
2. données du répertoire tenu par la CAS/SFD au 31/12/2002.

L'analyse comparative de ces données sur la période 1999-2002, fait ressortir un nombre décroissant d'institutions évoluant en marge de la réglementation. Le nombre d'institutions mutualistes évoluant en dehors de la légalité, a baissé de quarante cinq (45) caisses en 1999 à neuf (9) en 2002.

b) Par rapport à la communication des informations statistiques

En 2002 la communication des statistiques périodiques par les SFD a connu une amélioration notoire par rapport à la situation de l'année 1999. En effet, en 1999 seulement 50% des structures agréées ou reconnues ont communiqué leurs statistiques trimestrielles aux autorités de tutelle. En 2002, ce taux a atteint 85%.

Cependant, il faut noter que la communication des statistiques trimestrielles continue à accuser des retards d'une durée moyenne de 45 jours au delà du délai limite réglementaire.

c) Par rapport à la production et à la communication des rapports et états financiers annuels

La production des rapports et états financiers annuels, suivant le plan défini par l'instruction de la BCEAO ainsi que leur communication aux autorités de tutelle dans le délai de six mois, sont obligatoires pour tous les SFD, ce en vertu des dispositions des articles 62, 63 de la loi 94-040 du 15 août 1994.

La quasi totalité des SFD arrive à s'acquitter de cette obligation avec plus ou moins de retard.

d) Par rapport à la communication par les SFD, des rapports de vérification et de contrôle interne

Il est déplorable de constater qu'en dépit de nombreux rappels et mise en demeure fait par la Cellule, la plupart des structures ne communiquent pas leurs rapports de vérification et de contrôle interne conformément à l'article 65 de la loi 94-040 du 15 Août 1994 et à l'article 6 de la convention cadre.

Dans le souci d'améliorer l'activité de contrôle interne, la CAS/SFD envisage d'exiger des SFD, l'élaboration de programme annuel de contrôle interne et son exécution, pour lui permettre d'évaluer l'application effective de cette disposition réglementaire.

2.2.2. - Evolution des principaux indicateurs d'activités des SFD

a) Evolution du sociétariat des SFD

Evolution du sociétariat par système

SFD	Années		1999		2000		2001		2002	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Mutualiste	215 557	62,29%	253 705	62,52%	294 901	65,45%	362 830	69,50%		
Crédit Solidaire	45 302	13,08%	51 659	12,73%	46 917	10,42%	45 385	8,70%		
CVECA	85 234	24,63%	100 387	24,75%	108 824	24,13%	113 787	21,80%		
Total	346 093	100%	405 751	100%	450 642	100%	522 002	100%		

De 1999 à 2002, le nombre des membres des SFD est passé de 346 093 à 522 002, soit une hausse de 50,8%. Cette évolution n'a pas été uniforme d'une année à l'autre, avec 17,2%

en 2000, 11% en 2001 et 15,8% en 2002. Les structures mutualistes représentent plus de 60% du sociétariat global.

L'objectif de sociétariat à atteindre dans le cadre du Plan d'action 1999-2002 était de 560 000 membres, soit un taux de réalisation de 93,2%. Ce taux ne reflète certainement pas le niveau réel du sociétariat car les groupements sont recensés comme membres des SFD alors qu'ils regroupent en moyenne cinq (5) membres bénéficiaires par groupement.

L'évolution du sociétariat selon le genre se présente comme suit :

Années	1999		2000		2001		2002	
Sociétariat	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Femmes	142 327	41,12%	165 062	40,68%	174 356	38,70%	184 998	35,44%
Hommes	189 797	54,83%	225 370	55,54%	262 100	58,16%	307 050	58,82%
Groupements	13 989	4,05%	15 319	3,78%	14 186	3,14%	29 954	5,74%
Total	346 093	100%	405 751	100%	450 642	100%	522 002	100%

Le sociétariat féminin bien qu'ayant augmenté en valeur absolue entre 1999 et 2002, passant de 142 327 à 184 998 membres, a baissé en termes relatifs, passant de 41,1% à 35,4%.

La part des femmes dans le sociétariat est très certainement sous-estimée car les groupements/associations membres recensés des SFD, sont constitués essentiellement de femmes. La prise en compte des effectifs de sociétaires de ces groupements améliorerait la part des femmes.

Treize (13) SFD ont enregistré en 2002, plus de dix mille (10 000) membres clients et totalisent 90% du sociétariat de l'ensemble des SFD. Il s'agit de : (voir tableau ci-dessous)

SFD ayant plus de 10 000 sociétaires/membres au 31/12/2002

N°	SFD	Sociétariat	%
1	Kafo Jiginew	144 710	27,72%
2	Nyèsigiso	99 522	19,06%
3	CVECA Pays Dogon	32 143	6,15%
4	Kondo Jigima	31 195	6,00%
5	CVECA 1 ^{ère} région	27 960	5,35%
6	CVECA Office du Niger	25 175	4,82%
7	Jéméni	23 681	4,53%
8	CVECA/PASACOOOP -San/Djenne	20 366	3,90%
9	FCRMD/Niono	16 608	3,18%
10	CANEF	14 175	2,71%
11	CMEC PDR San	13 175	2,52%
12	Miselini	10 687	2,04%
13	Piyeli	10 288	1,97%
S/Total		470 038	90,04%
Total général du sociétariat		522 002	100%

Les réseaux mutualistes que sont Kafo Jiginew et Nyèsigiso, demeurent de loin les leaders en termes de sociétariat, avec respectivement 27,7% et 19,0%.

b) Evolution du taux de pénétration

L'évolution du taux national de pénétration, défini comme le rapport entre le nombre de sociétaires/membres des SFD et la population cible (ou le nombre de familles), est estimée comme suit :

Evolution du taux de pénétration

Années	Nombre de membres	Population totale cible	Nombre de familles	Taux de pénétration %	
				Pop. Cible	Nbre famille
1999	346 093	11 000 000	1 833 000	3,14	18,8
2000	405 751	11 308 000	1 884 000	3,58	21,5
2001	450 642	11 700 000	1 950 000	3,85	23,1
2002	522 002	12 028 000	2 004 000	4,33	26,0

NB : La population totale est estimée sur la base d'un taux d'accroissement de 2,8% et la composition moyenne d'une famille est estimée à 6 personnes.

Ainsi, sur la période considérée, le taux de pénétration rapporté, soit à la population cible, soit à la famille est en hausse continue, passant respectivement 3,14% à 4,33% et de 18,8% à 26,0%. Ces évolutions expriment un certain dynamisme du secteur de la microfinance en termes de couverture des besoins des populations en services financiers de proximité.

c) Situation des emplois directs générés par les SFD en 2002

<u>Effectif</u>	Gérants/caissiers	Personnel local	Personnel expatrié	Total
SFD				
Mutualistes	793	542	3	1 338
Crédit solidaire	129	189	-	318
CVECA	733	47	-	780
Total	1 655	778	3	2 436

Le secteur de la microfinance, a employé en fin décembre 2002, un effectif de 2 436 personnes réparties en 1 655 gérants et caissiers, 778 employés locaux et 3 expatriés. La part de l'effectif du personnel du système mutualiste est prépondérante avec 55% du total, suivi du système CVECA, avec 32% et 13% pour le système de crédit solidaire.

2.2.3. - Evolution de activités financières des SFD

a) Evolution comparative des activités financières des SFD et des banques

L'évolution de l'activité financière des SFD et des banques classiques est retracée dans le tableau ci-après :

Evolution comparative des activités des banques et des SFD (en milliards)

Années	31/12/1999		31/12/2000		31/12/2001		31/12/2002	
	Banques	SFD	Banques	SFD	Banques	SFD	Banques	SFD
Encours Dépôts	240,9	11,4	316,3	13,9	436,2	16,3	520,3	20,1
%	95,7%	4,5%	96,2%	3,8%	96,4%	3,6%	96,3%	3,7%
Encours crédits	291,6	15,0	302,0	16,0	366,5	20,5	439,3	26,5
%	95,1%	4,9%	95,0%	5,0%	94,7%	5,3%	94,3%	5,7%
Agences/ guichets	139	507	152	574	77	640	48	706
%	21,5%	78,5%	21,0%	79%	11%	89%	6,5%	93,5%

Sources : BCEAO ; CAS/SFD.

L'analyse comparative des principaux indicateurs d'activités des banques et des SFD entre 1999 et 2002, permet de faire une appréciation de la contribution des SFD à l'économie nationale.

L'activité financière des banques et des SFD au cours de la période sous revue, s'est traduite par un accroissement progressif et concomitant des montants de leurs encours de dépôts et de crédits. Au niveau des SFD, les parts respectives des dépôts et des crédits se sont améliorées pour atteindre 3,7% du total de l'épargne collectée et 5,7% du total des crédits octroyés en 2002.

La part prépondérante (plus de 75%) du nombre de structures de base des SFD, qui a cru pendant la période sous revue, témoigne du rôle, de plus en plus important, joué par le secteur de la microfinance en termes d'offre de services financiers de proximité dans le pays.

b) Evolution des ressources des SFD

Le montant total des ressources mobilisées par les SFD s'élève à 37,1 milliards de Fcfa en 2002 contre 27,8 milliards en 2001, soit une hausse de 9,3 milliards de Fcfa, traduisant un taux de croissance de 33,6% contre 4,8% en 2001

Evolution des ressources des SFD (en millions de Fcfa)

Ressources	Années	1999	2000	2001	2002
Total ressources SFD		22 191	26 524	27 816	37 162
	Variation en %	-	19,5%	4,8%	33,6%

La ventilation (cf. tableau ci-dessous) de ces montants entre les ressources internes (dépôts, fonds propres,) et les ressources externes (lignes de crédit, subventions, ressources affectées) montre que la forte croissance constatée en 2002 est essentiellement imputable aux ressources internes dont les dépôts des membres pour 54,2% et les fonds propres pour 21,6%. La part des lignes de crédit se situe à 20,1% en 2002.

Décomposition des ressources des SFD (en millions de Fcfa)

Ressources	Années		1999		2000		2001		2002	
			Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépôts			11 483	50,2%	13 945	52,5%	16 358	58,9%	20 148	54,2%
Fonds propres hors subvention			5 232	22,8%	5 725	21,7%	6 131	22,0%	8 010	21,6%
Lignes de crédit			3 985	17,4%	4 478	17%	2 545	9,1%	7 471	20,1%
Subventions			1 829	8%	1 821	6,8%	1 816	6,5%	1 142	3,1%
Ressources affectées			335	1,6%	523	2%	966	3,5%	391	1,0%
Total Ressources			22 864	100%	26 524	100%	27 816	100%	37 162	100%

b1) Evolution des ressources internes.

➤ Les dépôts :

Le volume global des dépôts des SFD s'est accru de près de 9,3 milliards de Fcfa au cours de la période sous revue, pour atteindre 20,1 milliards de F CFA en fin 2002, traduisant un renforcement du processus de mobilisation de l'épargne sur la période 1999-2002. Cette hausse est essentiellement imputable aux structures mutualistes d'épargne et de crédit qui détiennent en 2002, près de 90% de l'épargne collectée par le secteur de la microfinance. Cette progression est à mettre en relation d'une part, avec la progression du nombre des

membres des mutualistes, d'autre part, avec la mise en œuvre de politique de renforcement de leurs ressources internes.

Le niveau d'épargne collectée en 2002, dépasse largement l'objectif de 16 milliards de F CFA, fixé dans le Plan d'action 1999-2002.

Evolution des dépôts par type des SFD (millions de Fcfa)

SFD	Années	1999	%	2000	%	2001	%	2002	%
Mutualistes		9 855	85,8%	11 916	85,5%	14 183	86,8%	18 075	89,7%
Crédit solidaire		647	5,6%	766	5,5%	888	5,4%	810	4,0%
CVECA		980	8,6%	1 263	9,0%	1 287	7,8%	1 263	6,3%
Total		11 483	100%	13 945	100%	16 358	100%	20 148	100%

Le tableau ci-dessous met en relief une concentration de la mobilisation de l'épargne au niveau de sept (7) SFD. Ces institutions représentent, à elles seules 84% des dépôts collectés en 2002, soit près de 17 milliards de F CFA.

Encours de dépôt des SFD ayant collecté plus de 500 millions de Fcfa en 2001 et 2002

SFD	Dépôts	2001	Part du marché	2002	Part du marché
Kafo		4 755	29,0%	6 446	32,0%
Nyèsigiso		5 075	31,0%	5 686	28,2%
Kondo		1 864	11,3%	2 108	10,5%
FCRMD		567	3,5%	928	4,6%
Jéméri		1 164	7,0%	1 831	9,1%
Total		13 425	82,07%	16 999	84,3%
Ensemble SFD		16 358	100%	20 148	100%

L'examen de la structure des dépôts révèle que l'épargne collectée en 2002 par les SFD est composée de 49,3% de DAV, de 17,3% de DAT et 33,4% des autres dépôts, constitués généralement des dépôts de garantie et de fonds de caution ou d'autres produits spécifiques d'épargne.

Structure des dépôts par type de SFD en 2002 (millions de Fcfa)

SFD	Dépôts	DAV	%	DAT	%	Autres dépôts	%	Total	%
Mutualiste		9 390	94,4%	2 546	72,7%	6 139	91,6%	18 075	90,0%
Crédit Solidaire		316	3,2%	59	1,7%	435	7,8%	810	4,0%
Associations CVECA		239	2,4%	894	25,6%	130	0,6%	1 172	6,0%
Total		9 945	100%	3 499	100%	6 704	100%	20 148	100%
% des dépôts		49,3%		17,3%		33,4%		100%	

L'analyse de la structure des dépôts des SFD fait apparaître la nécessité pour les institutions de microfinance de procéder à une modification de la composition de leurs dépôts afin de mobiliser des ressources plus longues à travers la création de nouveaux produits d'épargne.

La ventilation des dépôts selon le genre, retracée dans le tableau ci-après, porte sur les SFD pour lesquels cette information est disponible. Ces SFD représentent près de 84,3% de l'épargne collectée par l'ensemble des SFD.

Structure des dépôts selon le genre en 2002 (millions de Fcfa)

Genre	Homme	%	Femmes	%	Groupe	%	Total
SFD	s				m.		
Kafo	5 334	82,7%	770	12,0%	342	5,3%	6 446
Nyésigiso	3 241	57,0%	1 137	20,0%	1 308	23%	5 686
Kondo	1 307	62,0%	674	32,0%	127	6,0%	2 108
FCRMD	217	23,5%	34	3,5%	677	73,0%	928
Jéméni	1 297	71,0%	534	29,0%	-	-	1 831
Total	11 396	67,0%	3 149	18,5%	2 454	14,5%	16 999

- Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus, que les hommes ont réalisé près de 67% du volume des dépôts tandis que les femmes ne représentent que 18% et les groupements, 15%. La part des femmes pourrait se retrouver certainement améliorée si la répartition par genre des groupements, généralement constitués de femmes, était disponible.

➤ *Les fonds propres*

Les fonds propres ont enregistré une progression continue pendant la période sous revue, passant de 5,2 milliards de Fcfa en 1999 à 8,0 milliards de Fcfa en 2002, soit une hausse de 3,2 milliards de Fcfa ou près de 54%. Cette tendance est le résultat des efforts de capitalisation réalisés par l'ensemble des SFD.

b2) Evolution des ressources externes

➤ *Les lignes de crédit (refinancement)*

L'évolution des lignes de crédits accordés aux SFD, au cours de la période considérée, s'est faite en dents de scie. En effet, après une hausse enregistrée entre 1999 et 2000, le niveau de ces refinancements a chuté en 2001 à 2,5 milliards de Fcfa pour remonter ensuite à 7,4 milliards de Fcfa en 2002.

➤ *Les subventions*

L'évolution des subventions (d'investissement et d'exploitation) durant la période considérée, est marquée par une certaine constance de leur niveau autour de 1,8 milliards entre 1999 et 2001, suivie d'une baisse de plus de 600 millions de Fcfa en 2002. Les subventions accordées aux systèmes mutualistes en 2002 se sont élevées à près de 58% du volume total des subventions du secteur.

➤ *Les ressources affectées*

L'évolution des ressources affectées a connu une progression continue, jusqu'en 2001, pour chuter à un niveau de 390 millions de Fcfa en 2002. Entre 1999 et 2001, elles sont passées de 335 millions de Fcfa à 966 millions de Fcfa, soit une hausse de plus de 150%. La part des ressources affectées dans le total des ressources mobilisées par les SFD en 2002 est tombée à 1%.

c) Evolution des emplois des SFD

L'analyse de l'évolution des emplois effectués à travers des ressources mobilisées par les SFD, est faite par rapport aux opérations de crédits et aux placements des SFD auprès du système bancaire.

Ces emplois ont évolué, au cours de la période considérée, comme suit :

c1) *Evolution des crédits*

➤ *Les crédits distribués*

Evolution du cumul des crédits distribués (en millions de Fcfa)

Nombre de crédits distribués	1999	%	2000	%	2001	%	2002	%
SFD								
Mutualiste	nd	nd	30 201	20%	61 759	34%	45 270	28%
Crédit Solidaire	nd	nd	79 281	53%	78 288	44%	77 384	47%
Associations CVECA	nd	nd	41 174	27%	38 912	22%	41 405	25%
Total	nd	nd	150 656	100%	178 959	100%	164 059	100%
variation	nd		-		18,78		-8,32	
Cumul des crédits distribués								
SFD								
Mutualiste	15 575	67%	15 041	62%	20 325	75%	18 472	74%
Crédit Solidaire	5 158	22%	6 428	27%	3 868	14%	3 345	13%
Associations CVECA	2 634	11%	2 673	11%	2 946	11%	3 154	13%
Total	23 367	100%	24 142	100%	27 133	100%	24 971	100%
variation			3,3%		12,3%		-8,0%	

Le cumul des crédits distribués au cours de la période considérée, fait apparaître une nette progression du nombre et du volume des crédits entre 1999 et 2001. En effet, le nombre de crédits distribués passe de 150 656 en 2000 à 178 959 en 2001 alors que le cumul du montant des crédits continue à progresser, passant de 23,3 milliards de Fcfa en 1999 à 27,1 milliards de Fcfa en 2001. Par contre, au cours de l'année 2002, on assiste à une baisse tant du nombre des crédits octroyés que du volume des crédits qui se s'élèvent respectivement à 164 059 prêts accordés et 24,9 milliards de F CFA. En 2002, la part respective de chaque système dans le cumul des prêts octroyés est de 74% pour les mutualistes, 13% pour le système de crédit solidaire et 13% pour les CVECA.

Le tableau ci-après présente la liste des SFD ayant octroyé plus de 500 millions de Fcfa de crédit en 2001 et en 2002.

SFD ayant octroyé plus de 500 millions de Fcfa de crédit en 2001 et en 2002 (en millions Fcfa)

Montant de crédits octroyés	2001	%	2002	%
SFD				
Kafo	7 909	29%	2 894	12%
Nyèsigiso	7 005	26%	7 341	29%
FCRMD	2 268	8%	2 335	9%
CVECA-ON	1 696	6%	1 682	7%
CANEF	1 669	6%	1 269	5%
Kondo	nd	-	1 292	5%
Jéméni	1 587	6%	2 089	8%
Piyeli	896	3%	661	3%
Miselini	598	2%	764	3%
Jigiyaso Ba	686	2%	903	4%
Total	24 314	89%	21 230	85%
Ensemble des SFD	27 139	100%	24 971	100%

En 2002, dix (10) réseaux de SFD enregistrent un cumul de plus de 500 millions de Fcfa de prêts par an parmi lesquels on note la prédominance des réseaux, Kafo Jiginew et Nyèsigiso, dans le paysage de la microfinance en matière de distribution de crédit, suivis de la FCRMD et de Canef.

➤ *L'encours des crédits*

Evolution de l'encours des crédits (millions de F CFA)

SFD	Nombre de crédits	1999	2000	2001	2002
Mutualistes		62 294	64 998	61 759	116 950
Crédit solidaire		100 765	30 969	21 505	30 614
CVECA		40 948	30 262	31 257	36 963
	Total	204 007	126 229	114 521	184 527
	variation	-	-38,1%	-9,3%	61,12%
SFD	Montant de l'encours de crédits				
Mutualistes		11 708	12 070	16 248	22 330
Crédit solidaire		2 102	1 860	1 763	1 557
CVECA		1 964	2 113	2 454	2 677
	Total	15 774	16 043	20 465	26 564
	variation	-	1,7%	27,5%	29,8%

L'encours des crédits a connu une hausse continue au cours de la période considérée passant de 15,7 milliards de Fcfa en 1999 à 26,5 milliards de F CFA en 2002, soit un accroissement global de 68,4%. La part du système mutualiste reste toujours prépondérante, avec 84% de l'encours total en fin 2002. Le système de crédit solidaire enregistre par contre une baisse continue de l'encours de crédit qui passe de 2,1 milliards Fcfa en 1999 à 1,5 milliards de F CFA en 2002.

Au niveau du système CVECA, on constate une progression constante de l'encours d'une année à l'autre. La même progression est observée au niveau du système mutualiste.

Il convient toutefois, de noter que l'objectif d'encours de crédit fixé dans le Plan d'action 1999-2002, à savoir 35 milliards de F CFA, n'a pas été atteint.

Evolution du montant moyen des crédits distribués (milliers de F CFA)

SFD	Montant moyen de crédits	1999	2000	2001	2002
Mutualistes		188	185	190	190
Crédit solidaire		20	60	80	42
CVECA		48	69	80	76
	Montant moyen	85	105	116	102

Le tableau ci-dessus met en relief un léger accroissement du montant moyen des crédits distribués sur la période 1999-2001. Toutefois, il convient de relever que par rapport à l'année 2001, le montant moyen des crédits est en régression de 12% en 2002.

➤ *Structure des crédits selon le terme*

L'analyse du tableau ci-après, indique que la tendance amorcée au cours des années précédentes, se poursuit en 2002, à savoir que l'essentiel des crédits accordés par les SFD, demeure à court terme (échéance inférieure ou égale à 12 mois).. Ceux-ci représentent

72,5% du portefeuille des crédits des SFD en 2002, la proportion des crédits à moyen et long terme (plus de 12 mois) n'étant que de 27,5%. Cette situation s'explique en partie par l'absence de ressources propres adaptées au financement des opérations à moyen et long terme.

Structure de l'encours des crédits par système (millions Fcfa) selon le terme

Durée du crédit	Crédit de 1 à 12 mois		Crédit de plus de 12 mois		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
SFD						
Mutualistes	15 038	78,4%	7 292	100%	22 330	84,06
Crédits solidaires	1 557	8,07%	-	-	1 557	5,86
CVECA	2 677	13,89%	-	-	2 677	10,08
TOTAL	19 272	100%	7 292	100%	26 564	100

➤ La qualité du portefeuille de crédits

L'analyse de l'état des crédits en souffrance et de leur évolution au cours de la période 1999-2002, permet d'apprécier la qualité du portefeuille de crédits des SFD.

Cette analyse comparative réalisée à partir du tableau ci-dessous, fait ressortir une régression des crédits en souffrance entre 2000 et 2001 et une légère remontée en 2002. En effet, après une progression de 36 % entre 1999 et 2000, les crédits en souffrance enregistrent une baisse de 246 millions de Fcfa, soit un repli de 21,9 % en fin 2001. Par contre, l'année 2002 enregistre une hausse du volume des crédits en souffrance qui ressortent à 1 171 millions de Fcfa, soit un accroissement de 33,5%. Ainsi la qualité du portefeuille s'est dégradée en fin 2002, avec un ratio qui passe de 4,28% en 2001 à 4,4% en 2002.

La répartition des crédits en souffrance a été fortement influencée par le système mutualiste, dont la part des impayés dans l'encours global des crédits est passée de 2,99% en 2001 à 3,83% en 2002. En revanche, au niveau des systèmes CVECA et de crédit solidaire, le ratio de qualité du portefeuille est passé respectivement de 0,42% à 0,44% et de 0,85% à 0,13% entre ces deux dates.

Etat des crédits en souffrance (en millions de Fcfa)

SFD	Type de crédit	Crédit sain	%	Crédit en souffrance	%	Total	%
1999							
Mutualiste		11 708	75%	671	82%	12 379	75%
Crédit Solidaire		2 001	13%	100	12%	2 101	13%
Associations CVECA		1 913	12%	51	6%	1 964	20%
Total		15 622	100%	822	100%	16 444	100%
2000							
Mutualiste		11 142	75%	928	83%	12 070	75%
Crédit Solidaire		1 767	12%	93	8%	1 860	12%
Associations CVECA		2 010	13%	102	9%	2 112	13%
Total		14 919	100%	1 123	100%	16 042	100%
2001							
Mutualiste		15 634	80%	614	70%	16 248	79%
Crédit Solidaire		1 588	8%	175	20%	1 763	9%
Associations CVECA		2 379	12%	88	10%	2 467	12%
Total		19 601	100%	877	100%	20 478	100%
2002							
Mutualiste		21 313	84%	1 017	87%	22 330	84%
Crédit Solidaire		1 504	6%	36	3%	1 557	6%
Associations CVECA		2 563	10%	118	10%	2 677	10%
Total		25 380	100%	1 171	100%	26 564	100%

De 1999 à 2002, les crédits en souffrance au niveau du système mutualiste ont connu une progression globale de 51,56% avec une baisse de 33,83% entre 2000 et 2001. Au niveau du système CVECA, on enregistre une évolution en dents de scie, sur la période considérée, soit une hausse de 100% en 2000, suivie d'une baisse de 13,72% en 2001, puis une hausse de 33% en 2002. Cette situation s'explique en partie par l'insuffisance d'analyse des dossiers de demandes de crédit, par les comités de gestion. Pour le système de crédit solidaire, les créances en souffrance ont augmenté de 88,17% en 2001 suivie d'une importante baisse en 2002 de 79,4%, suite à des efforts de recouvrement intervenus engagés par les structures concernées.

Evolution de la qualité du portefeuille de crédits

Années	1999			2000			2001			2002		
SFD	Enc. crédits	Crédits souffra	Taux dégrada	Enc. crédits	Crédits souffra	Taux dégrada	Enc. crédits	Crédits souffra	Taux dégrada	Enc. crédits	Crédits souffra	Taux dégrada
Mutualiste	12 379	671	5,7%	12 070	928	7,7%	16 248	614	3,8%	22 330	1 017	4,5%
Crédit soli	2 101	100	4,7%	1 860	93	5,0%	1 763	175	9,9%	1 557	36	2,3%
CVECA	1 964	51	2,6%	2 112	102	4,8%	2 467	88	3,6%	2 677	118	4,4%
Total	16 444	822	4,4%	16 042	1 123	7,0%	20 478	877	4,3%	26 564	1 171	4,4%

La qualité du portefeuille s'est fortement dégradée en 2000 avec un taux moyen de 7%, le taux le plus élevé ayant été observé au niveau du système mutualiste (7,7%). Au cours des autres années, le taux de dégradation s'est stabilisé autour de 4% en moyenne avec cependant une forte dégradation observée en 2001 au niveau du système de crédit solidaire avec un taux de 9,9%.

Au 31/12/2002 la répartition des crédits en souffrance était de 87% pour le système mutualiste, 10% pour le système CVECA et 3% pour le système de crédit solidaire.

d) Evolution des produits et charges d'exploitation des SFD

d1) Analyse des produits d'exploitation des SFD

L'examen de la structure des produits d'exploitation de l'exercice 2002, révèle la prédominance des produits financiers (71,9%), suivis du poste « autres produits » (12,73%).

La proportion des produits financiers dans l'ensemble des produits d'exploitation est très élevée au niveau du système CVECA (79%), suivi par le système de crédit solidaire (73,9%). La part du poste « autres produits » est assez importante au niveau des mutualistes, 25% contre 12,36% au niveau du système de crédit solidaire. Elle reste peu significative au niveau des CVECA.

Les postes « reprises sur provisions » et « produits exceptionnels » ressortent dans des proportions variables d'un système à l'autre, avec une prédominance au niveau du système CVECA.

Structure (en %) des produits d'exploitation des SFD en 2002

Produits	Produits financiers	Autres produits	Reprise sur amortissements	Reprise sur provisions	Produits exceptionnels	Total
SFD						
Mutualiste	61,22%	25,08%	-	6,90%	6,80%	100%
Crédit Solidaire	73,30%	12,36%	-	9,56%	4,78%	100%
Associations CVECA	79,09%	0,77%	-	10,14%	10%	100%
Total	71,20%	12,73%	-	8,88%	7,19%	100%

d2) Analyse des charges d'exploitation des SFD

L'analyse de l'évolution des charges d'exploitation des SFD au cours de la période considérée, montre que la structure des charges demeure sensiblement identique, avec une prédominance en 2000 des postes « achats et services extérieurs » (20,93%) et des charges de personnel (23,55%).

L'analyse de l'évolution des charges d'exploitation entre 2000 et 2002 (voir tableau ci-dessous), fait également apparaître, à la fois une baisse des charges financières de l'ensemble des SFD et une augmentation des charges de personnel entre 2000 et 2001 suivie d'une baisse entre 2001 et 2002.

Les charges financières enregistrent une baisse en 2001 au niveau du système de crédit solidaire, suivie d'une hausse de 4,19% en 2002 suite aux efforts de mobilisation de l'épargne dans les différentes structures

Structure (%) des charges d'exploitation des SFD de 2000 à 2002

Charges SFD	Charges financières	Achats et service extérieurs	Autres charges	Charges de personnel	Dotation aux amort.	Dotation aux provisions	Charges except.	Impôt et taxe	Autres services extérieurs	Total
2000										
Mutualiste	10,84%	24,16%	17,31%	21,54%	5,80%	18,55%	1,77%	0,03%	-	100%
Crédit soli	3,85%	19,90%	16,16%	31,30%	10,84%	8,75%	9,16%	0,04%	-	100%
CVECA	39,35%	18,72%	15,83%	1,61%	5,20%	16,48%	2,53%	0,28%	-	100%
Total	18,01%	20,93%	16,43%	18,15%	7,28%	14,59%	4,49%	0,12%	-	100%
2001										
Mutualiste	10,47%	25,80%	17,54%	22,39%	6,43%	14,59%	2,71%	0,07%	-	100%
Crédit soli	1,15%	25,13%	4,99%	41,33%	14,76%	11%	0,48%	1,16%	-	100%
CVECA	35,72%	11,82%	24,76%	6,94%	5,56%	13,32%	1,86%	0,02%	-	100%
Total	15,78%	20,91%	15,76%	23,55%	9,00%	12,97%	1,69%	0,41%	-	100%
2002										
Mutualiste	9,62%	13,95%	14,51%	26,17%	6,71%	13,07%	2,02%	2,20%	11,75%	100%
Crédit soli	4,19%	15,92%	13,85%	36,24%	11,50%	4,42%	0,18%	0,08%	13,62%	100%
CVECA	27,45%	2,07%	17,90%	0%	6,60%	18,53%	5,69%	0,05%	21,71%	100%
Total	13,75%	10,65%	15,41%	20,80%	8,27%	12%	2,64%	0,78%	15,69%	100%

L'évolution de la structure des charges d'exploitation révèle que celles liées à la collecte de l'épargne ont connu une baisse continue au cours de la période considérée, passant de 18,01% en 1999 à 13,75% en 2002. Il convient de noter que la proportion des charges financières en 2002, est plus élevée au niveau du système CVECA (27,41%) que dans les autres SFD, en raison de l'existence de dépôts rémunérés à des taux souvent élevés, de 10 à 15%. La part des charges financières des SFD mutualistes baisse d'année en année, passant ainsi de 10,84% en 1999 à 9,62% en 2002.

Les charges de personnel sont plus élevées dans le système de crédit solidaire (41,33%) en 2001, suivis du système mutualiste (22,39%). Elles sont peu significatives au niveau du système CVECA (6,94%).

Globalement les dotations aux provisions baissent d'une année à l'autre. Leur part dans les charges d'exploitation ressort respectivement à 14,59% en 2000, 12,97% en 2001 et 12,00% en 2002.

Les dotations aux provisions passent de 18,55% en 2000 à 13% en 2002, au niveau du système mutualiste. Elles augmentent de 8,75% à 11% au niveau du système de crédit solidaire pour ensuite chuter à 4,42% en 2002, suite aux actions d'assainissement entreprises. Par contre, on constate une certaine fluctuation au niveau du système CVECA, passant de 16,48% en 2000 à 13,32% en 2001 pour remonter à 18,53% en 2002

d3) Analyse des résultats d'exploitation

Le tableau ci-après présente les résultats d'exploitation consolidés de l'ensemble des SFD pour lesquels les informations sont disponibles.

Résultats agrégés des comptes d'exploitation des SFD en 2002 (millions de FCFA)

Eléments	SFD	Mutualistes	Crédit solidaire	CVECA	Total
Produits		6 080	691	607	7 378
Charges		5 394	746	474	6 614
Résultat net		686	- 55	133	764

Au 31/12/2002 les résultats consolidés font apparaître un excédent de 686 millions Fcfa au niveau des mutualistes, 133 millions Fcfa au niveau des CVECA et un déficit de 55 millions Fcfa au niveau du système de crédit solidaire.

Répartition du nombre des SFD en 2002 selon le résultat d'exploitation

Résultat	Déficitaire	Inférieur à 10 millions de Fcfa	Compris entre 10 et 25 millions de Fcfa	Compris entre 25 et 50 millions de Fcfa	Supérieur à 50 millions de Fcfa	Ensemble
SFD						
Mutualistes	3	17	2	1	2	25
Crédit solid.	1	0	2	3	0	6
CVECA	1	3	2	0	0	6
Ensemb. SFD	5	20	6	4	2	37

En 2002, sur trente sept (37) structures ayant communiqué leurs rapports d'activités, cinq (5) sont déficitaires, vingt (20) affichent des résultats inférieurs à 10 millions de Fcfa, dix (10) ont des résultats compris entre 10 et 50 millions de Fcfa. Seules deux (2) structures ressortent avec des résultats supérieurs à 50 millions de Fcfa.

2.2.4 Evolution des indicateurs de performance financière des SFD

Sur la base des informations contenues dans les rapports annuels d'activités de 1999 à 2001 élaborés par la CAS/SFD, l'évolution des indicateurs de performance financière a été la suivante :

▪ Efficience

Cet indicateur mesure le poids relatif des charges d'exploitation non financières dans l'actif total du bilan de la structure. La norme admise est comprise dans l'intervalle de 0% à 110%.

Au cours de la période 2000-2002, les SFD dans leur totalité, ont respecté cette norme.

En 2002, les structures mutualistes ont affiché des taux d'efficience compris entre 0,18 et 82,40% tandis que les systèmes CVECA et de crédit solidaire réalisaient des taux variant de 4,40 à 40,64%.

▪ Autosuffisance opérationnelle

Cet autre indicateur mesure le degré de couverture des charges non financières par le produit financier net. La norme admise est constituée de l'intervalle compris entre 160% et 210%

Rares sont les SFD qui ont pu respecté la norme fixée, au cours de la période 1999-2002. Seules les structures ci-dessous citées ont pu atteindre des niveaux acceptables d'autosuffisance opérationnelle. Il s'agit de :

- En 1999 : Niako (160,30%) , Buntunjo (176,02%) et CVECA/ 1^{ère} région (165,8%) ;
- En 2001 : PASECA /Kayes (178,7%) ;
- En 2002 : Niako (180,06%), CECRA Nyetaso (171,88%) et Soroyiriwaso (165,70%) .

▪ Capitalisation

Ce ratio exprime le rapport entre les fonds propres et assimilés et le passif exigible de la structure.

Sur la période 1999-2002, les taux de capitalisation réalisés par les différents SFD n'ont pas tous atteint la norme admise, à savoir de 210% à 260%..

En 2001, seulement 20% des structures de crédit solidaire ont affiché des ratios compris dans les limites fixées par la norme. En 2002, 4% des structures mutualistes et 16% des structures de crédit solidaire ont pu respecté la norme.

▪ Couverture des frais généraux par les produits financiers nets

Cet indicateur mesure le degré de couverture des charges extérieures et autres charges, à l'exclusion des dotations aux amortissements et aux provisions, par le produit financier net. La norme requise est un minimum de 100% de couverture.

Au cours des trois dernières années, tous les SFD ont, à des proportions diverses, respecté la norme.

La proportion des structures mutualistes ayant respecté la norme, a diminué à partir de 2000, passant successivement de 64,70% en 2000, à 59,00% en 2001 et 48,00% en 2002.

La proportion des structures de CVECA ayant respecté la norme est restée stationnaire au cours des trois dernières années, soit 80%.

Par contre, la proportion des structures de crédit ayant respecté la norme a sensiblement augmenté au fil des années.

▪ Sujétion aux subventions

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de la structure par rapport aux subventions extérieures. L'objectif fixé est de 0%.

Pendant la période 1999-2002, les proportions des SFD ne dépendant de subventions extérieures ont légèrement augmenté.

L'évolution de ces proportions au niveau des structures mutualistes se présente comme suit :

- 16,00% en 1999
- 6,25% en 2000
- 18,18% en 2001
- 24,00% en 2002

• Cette tendance est moins marquée au niveau des systèmes CVECA et de crédit solidaire.

▪ Rentabilité

Elle exprime le rapport entre le résultat net et l'actif total. La norme admise est fixée à 0,5% au minimum.

L'évolution de la proportion des structures mutualistes et de crédit solidaire ayant respecté cette norme, s'est faite en dents de scie. Par contre cette proportion au niveau des structures CVECA a régulièrement augmenté, au cours de la période considérée.

2.2.5. *Evolution des ratios prudentiels des SFD*

D'une manière générale, les SFD ont, pour la plupart amélioré leur maîtrise du calcul des ratios prudentiels conformément aux instructions de la BCEAO. Malgré ce constat encourageant, quelques cas de négligence et de non respect des normes prudentielles, existent toujours.

L'évolution des différents ratios prudentiels, au regard des normes fixées par les instructions de la BCEAO, se présente comme suit :

▪ Le ratio de limitation des opérations autres que l'épargne et le crédit

Les SFD, de façon générale, se sont jusqu'ici abstenus d'étendre leurs activités à d'autres en dehors des opérations de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit.

Au cours de la période 1999-2002, tous les SFD à l'exception de SUTRASO, Jémeni et SG 2000, ont respecté ce ratio de limitation des opérations autres que l'épargne et le crédit, dont la norme est de 5% au maximum. En 2002 et 2001, SUTRASO a consacré, environ 17,30% de ses ressources à des opérations autres que celles de collecte d'épargne et d'octroi de crédit.

▪ La réserve générale

La réserve générale visée est alimentée par un prélèvement annuel sur les excédents nets avant ristourne de chaque exercice, après imputation éventuelle de tout report à nouveau négatif. Ce taux de prélèvement est de 15% pour les structures mutualistes, 30% pour les structures CVECA et 40% pour les structures de crédit solidaire.

Tous les SFD ayant dégagé des excédents nets (après déduction des reports à nouveau négatifs), à l'exception de Nayral Nef, ont déclaré avoir affecté régulièrement, au moins les quotas sus-visés.

Ces quotas d'affectation ont varié de :

- De 15 à 22% pour les structures mutualistes ;
- De 30 à 40% pour les structures de crédit solidaire ;
- De 30% pour les structures CVECA.

▪ La Limitation des risques portés par l'Institution

Les risques portés par une institution mutualiste ne peuvent excéder le double des dépôts de l'ensemble des membres, soit 200%..

La proportion de structures mutualistes ayant respecté le ratio de limitation des risques portés par l'institution, a augmenté entre 2000 et 2001, puis baissé en 2002. Pendant la période considérée, les structures mutualistes dont la FCRMD, TONUS et CECRA NYETASO, n'ont pas pu respecter la norme requise :

- FCRMD : 451,67% en 1999, 425% en 2000, 460% en 2001 et 290% en 2002 ;
- TONUS : 520,82% en 2000, 146,50% en 2001 et 228% en 2002 ;
- CECRA NYETASO : 298% en 2002.

▪ La couverture des risques par les fonds propres

Ce ratio calculé uniquement au niveau des structures CVECA, mesure le degré de couverture des risques par les fonds propres de la structure. Le niveau minimum fixé pour ce ratio, indexé sur les crédits, est de 10%.

La proportion des structures CVECA ayant respecté la norme fixée, après une baisse enregistrée entre 2000 et 2001, est restée stationnaire pendant les années suivantes. Une seule association CVECA, en l'occurrence celle du Pays Dogon affiche en 2002, un taux de couverture des risques par les fonds propres, inférieur à la norme de 3 points, soit 7%.

▪ La couverture des emplois moyens et long termes par les ressources stables

Ce ratio mesure le degré de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables de la structure.

La norme requise fixée à 100% au maximum, a été respectée en 2002 par 76% des structures mutualistes ayant communiqué leur rapport annuel d'activités. Cette proportion s'élevait à 94% en 1999, 81% en 2000 et 68% en 2001.

En 2002, les réseaux Nyèsigiso (avec un ratio de 104%), Jéméri (124%), Damu O'Pere (290%), RECA DONKASIGI (171%), Soroyiriwaso (113%), n'ont pas respecté la norme requise.

Exception faite des associations CVECA /Pays Dogon pour l'année 2001, les structures CVECA ont dans leur ensemble, respecté la norme fixée, au cours de la période considérée.

Les structures de crédit solidaire ont aussi respecté la norme, durant la période sous revue.

▪ La limitation des prêts aux dirigeants

En 2002, la quasi totalité des SFD a respecté ce ratio dont la norme est fixée à 20% au maximum.

Au niveau des structures mutualistes, seul Yérétaso n'a pas respecté la norme en 200, en distribuant 42,57% de son encours de crédits aux seuls dirigeants.

Les structures de CVECA ont également respecté la norme en vigueur à l'exception du réseau CVECA 1^{re} Région qui, en 2000 a dépassé de 48 points, la norme requise.

L'ensemble du système de crédit solidaire a pu respecter la norme.

▪ La limitation des risques pris sur un seul membre

Ce ratio dont la norme est fixée à 10% au maximum, a été généralement respecté par tous les SFD. Seules les structures mutualistes comme MBCSO (13,43%) en 2002 et Soroyiriwaso (29,88%) en 2001, ont constitué l'exception.

▪ La norme de liquidité

Ce ratio qui s'obtient à partir du rapport des valeurs disponibles, mobilisables et réalisables sur le passif exigible, est fixé à 80% au minimum.

De 1999 à 2001, les proportions de structures mutualistes n'ayant pas respecté la norme étaient respectivement de 7,00%, 6,25% et 18,19%.

De 1999 à 2001, toutes les structures CVECA et de crédit solidaire ont respecté la norme de liquidité. Pendant la même période, les structures de crédit solidaire ont toutes aussi respecté la norme fixée sauf en 2001 où 40% ne l'ont pas fait.

En 2002, 76% des structures mutualistes et la totalité des structures CVECA et de crédit solidaire, ont respecté la norme fixée.

2.3. Le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action 1999-2002 pour le développement de la microfinance

Les objectifs fixés au Plan d'action 1999-2002 étaient les suivants :

- le renforcement des capacités de suivi et de surveillance du secteur par la CAS/SFD ;
- le renforcement des capacités institutionnelles des SFD et de leur association ;
- le développement et la sécurisation du refinancement des SFD ;
- la formation des acteurs du secteur ;
- l'amélioration de la couverture géographique du pays en services de microfinance.

Le Plan d'action a fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours en 2001 et dont les conclusions font ressortir des avancées significatives dans plusieurs domaines notamment le refinancement des SFD, la mobilisation de l'épargne locale et le renforcement des capacités institutionnelles des SFD.

L'évaluation finale du Plan d'action est prévue pour 2003 et devra dégager les orientations du prochain plan.

2. 4. - Les activités du secrétariat du Groupe Consultatif National pour la Microfinance (GCNM)

Dans le cadre de ses activités de secrétariat permanent du Groupe Consultatif National pour la Microfinance (GCNM), la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés a, avec l'appui du Projet de Développement du Secteur Financier (PDSF), organisé la 5^{ème} session de ce groupe. Elle s'est tenue le 11 Décembre 2002, avec à son ordre du jour :

- l'adoption du PV de la 4^{ème} session ;
- l'examen de l'évolution du secteur de la microfinance au 31/12/2001 ;
- l'examen du rapport d'évaluation à mi-parcours du Plan d'action 1999-2002 ;
- l'examen du rapport sur la stratégie de communication interne du GCNM
- les questions diverses.

Parmi les recommandations de cette session, on peut signaler celles relatives à l'évaluation finale du Plan d'action 1999-2002 et l'élaboration d'un nouveau Plan d'action 2004-2007.

2.5. - Les relations avec les partenaires techniques et institutionnels du secteur de la microfinance

Au cours de l'exercice 2002, la CAS/SFD a mené une série d'activités en partenariat avec les principaux acteurs du secteur de la microfinance. Il s'agit notamment de la BCEAO, l'APIM-Mali, la Cellule de gestion du PDSF, le Projet PIDF/GTZ, l'US-AID à travers l'ONG Weidemann Associates, Inc.

A ce titre on peut noter :

- **Pour la BCEAO**
 - La participation aux rencontres annuelles du Comité National de suivi du Projet PARMEC/AARCEC ;
 - La participation aux sessions annuelles de formation organisées par la BCEAO au profit des structures ministérielles de suivi des SFD ;
 - Les missions conjointes (MEF/BCEAO) de contrôle des réseaux Nyésigiso et Kafo Jiginew.
- **Pour l'APIM-Mali et ses membres**
 - La participation à l'Assemblée annuelle de APIM-Mali ;
 - L'appui à l'élaboration des textes réglementaires du Centre commun de formation Banque-Microfinance ;

- La participation aux assemblées annuelles de certains réseaux dont Kafo Jiginew, Nyésigiso, Jéméni et Kondo Jigima.
 - *Pour le PDSF*
 - L'évaluation à mi-parcours du Plan d'Action 1999-2002 pour le développement de la microfinance ;
 - L'élaboration d'une stratégie de communication interne du Groupe Consultatif National pour la Microfinance ;
 - Les missions de contrôle et d'audit des SFD en collaboration avec les Bureaux d'audit privés ;
 - La participation à des activités de formation et à des rencontres au plan national et international.
 - *Pour le PIFD/GTZ :*
 - La réalisation des travaux d'aménagement et d'équipement des locaux abritant les bureaux de la Cellule ;
 - La participation à des séminaires de formation ;
 - La réalisation de certaines missions d'inspection et de contrôle de SFD.
 - *Pour Weidemann Associates, Inc. /UIS-AID*
 - La réalisation de l'étude de faisabilité d'un Centre commun d'inspection des SFD;
 - La réalisation de l'étude visant la création de la centrale de risques pour les SFD.
- 2.6. - Les activités de formation au profit des agents de la CAS/SFD**

Au cours de l'année 2002, certains cadres de la CAS/SFD ont participé à différentes sessions de formation notamment :

- la session de formation sur les « Systèmes d'Epargne et de Crédit Décentralisés » (SYDEC INSTITUTIONNEL) à Marseille en Avril 2002
- la session de formation sur la surveillance des systèmes de financement décentralisé au QUEBEC en Septembre 2002.

III - LES PERSPECTIVES DE L'ANNEE 2003

L'année 2003, apparaît comme une période transitoire à l'élaboration et à la mise en œuvre du deuxième plan d'action 2004-2007 pour le développement de la microfinance.

Au cours de cette année, la CAS/SFD envisage d'orienter ses activités de contrôle vers les petits réseaux et caisses isolées qui n'ont pas encore été contrôlés et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations par les SFD contrôlés en 2002. Elle se propose également de poursuivre la sensibilisation et la formation des SFD au respect de la réglementation notamment en matière d'exercice de l'activité de collecte de l'épargne et d'octroi du crédit.

ANNEXES

DONNEES GENERALES SUR LES SFD AU 31/12/2002

Données générales sur les SFD au 31/12/2002									
N°	Nom du SFD	Statut	Forme juridique	Capital	Effectif	Chiffre d'affaires	Produit	Produit net	Produit brut
1	Kalo Jignew	128	-	1	28 948	104 214	11 548	144 710	
2	PCRM	61	5	1	5 440	10 655	513	16 608	
3	Nyégiso	48	1	-	30 755	61 006	7 761	99 522	
4	Kondo Jigina	35	1	-	10 606	18 717	1 872	31 185	
5	Jéméné	21	1	-	8 026	15 197	458	23 681	
6	Jigyas Ba	16	1	-	7 048	1 479	687	9 214	
7	Canec Nationale	13	1	-	1 113	2 170	38	3 381	
8	CMEC PDR - SAN	39	-	-	4 914	7 206	1 055	13 175	
9	CECRA Nyegiso	7	1	-	318	628	71	1 017	
10	Paso Jigi	4	1	-	396	1 224	249	1 869	
11	Nako	3	-	-	884	1 243	68	2 185	
12	Sasawaka Global 2000	10	-	-	674	1 013	48	1 735	
13	Karabara	2	-	-	2 684	149	-	2 833	
14	Soro Yitwaso	5	-	-	1 310	624	38	1 972	
15	MECSO	7	-	-	221	691	3	915	
16	Sudu Diawdi	1	-	-	579	535	-	1 114	
17	Tonus	4	-	-	613	696	24	1 333	
18	RECA Donkasigui	4	-	-	348	540	72	980	
19	Danu O Péré Daoudabougou	1	-	-	346	397	59	802	
20	Dembow	1	-	-	50	272	16	338	
21	Sutraso	4	-	-	50	304	-	354	
22	Bumunjo	4	-	-	386	668	147	1 191	
23	Buntumba	1	-	-	77	96	18	191	
24	CEC Yéréaso AMAPER	8	-	-	742	173	12	927	
25	Yéréaso Worokiatou TALL	2	1	-	425	23	6	454	
26	Jigwéné	1	-	-	nd	nd	nd	nd	
27	CEC Niatou	1	-	-	nd	nd	nd	nd	
28	CEC Espoir Hipodrome	1	-	-	nd	nd	nd	nd	
29	Caisse MIBIO Kalamba Koro sud	1	-	-	nd	nd	nd	nd	
30	Caisse de SEKA I	1	-	-	nd	nd	nd	nd	
31	Wouri Crédit	3	-	-	nd	nd	nd	nd	
32	CVCT Tidemère	1	-	-	9	152	67	228	
33	CEC Alher d'Antaderni	1	-	-	293	15	9	317	
34	CEC Techelal d'Aderamboukare	1	-	-	178	56	17	251	
35	CEC Tabawint Meralia	1	-	-	5	29	3	37	
36	CEC Talawit de Meralia	1	-	-	95	220	56	371	
37	CEC de la paix Tounboucou	1	-	-	nd	nd	nd	nd	
38	Jigisigso	1	-	-	nd	nd	nd	nd	

nd = non déterminé

ANNEXE II : Tableau N°1

DONNEES RELATIVES AUX RESSOURCES DES SFD AU 31/12/2002

(valeurs en milliers de F CFA)

Municipalités	6 426 858	35,48	122 603	52	2 227 352	3 649 429	112 194	-	3 643
1 Kato Ijigiew	928 261	5,12	15 975	58	439 590	1 529 841	37 939	-	5 616
2 FCKMD	5 686 293	31,35	83 156	57	2 592 997	440 444	146 374	221 482	4 875
3 Nyaguiso	2 108 901	11,63	26 169	81	29 280	98 524	72 930	-	3 584,5
4 Korodo Ijigima	1 831 574	10,10	18 428	99	205 940	214 732	57 357	-	4
5 Jemden	169 555	0,93	6 988	24	106 873	-	82 484	-	4
6 Ijigiaso Ila	172 906	0,95	3 155	56	40 390	36 000	18 912	-	3 842,5
7 Centre Nationale	76 961	0,42	3 247	24	26 420	-	76 379	-	10
8 CEVLEC PDR - SAN	- 9 191	0,05	266	35	15 187	5 036	948	-	6 812
9 CECEA Nyetasio	62 589	0,34	1 122	36	43 125	-	14 334	-	5
10 Faso Iji	277 729	1,53	5 217	53	70 707	94 000	-	-	6
11 Niako	22 837	0,13	580	41	8 627	600	6 754	-	5
12 Bessalawa (Chabal 2000)	42 537	0,23	nd	nd	12 929	-	19 263	-	1
13 Karabara	51 441	0,28	1 802	29	43 169	13 453	7 015	-	3 614
14 Soro Yitwaa	29 762	0,51	767	39	479	-	-	-	-
15 MECO	22 201	0,12	563	39	6 110	18 000	900	4 000	-
16 Sodo Diawdi	5 474	0,03	614	9	15 801	-	5 001	-	5
17 Torus	17 783	0,09	555	32	1 672	-	380	-	6,5
18 RECA Domasiagu	32 065	0,17	802	40	3 739	-	-	-	4
19 Dama O Péré Daoud	19 157	0,10	338	57	688	10 137	1 114	-	-
20 Dambaw	5 549	0,03	928	6	2 251	12 507	-	-	2
21 Sutura	36 969	0,20	707	52	17 083	2 131	14 665	-	6
22 Buntungo	1 561	0,01	-	-	1 064	-	500	-	-
23 Buthumba	11 974	0,07	549	22	14 375	-	6 276	-	1
24 CEC Yerebaso AMAPER	4 813	0,02	475	10	4 038	-	-	-	0
25 Yerebaso Womkalatu TALL	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
26 Ijigiaso	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
27 CEC Niakou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
28 CEC Sport Hipodrome	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
29 Caisse MIBIO Kalamba Koro sud	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
30 Caisse SEMAI	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
31 Wom Credit	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
32 CVCT Ydermene	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
33 CEC Alter d'Intalegyu	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
34 CEC Techelati d'Ademamboukay	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
35 CEC Tabawant Menaka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
36 CEC Talawant de Menaka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
37 CEC de la paix Toumbouctou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
38 Ijigiaso	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

nd = non déterminé

Mutualistes									
1	Kato Jigiew	1 240 558	1 235 325	5 233	133 513	133 513	-	-	1 374 071
2	FCRMD	90 487	90 487	-	-	-	-	-	90 487
3	Nyétégiro	2 057 622	675 207	1 422 415	21 534	21 534	-	-	2 119 156
4	Kondo Jigima	271 230	271 230	-	-	-	-	-	271 230
5	Jeméti	247 235	205 235	42 000	-	-	-	-	247 235
6	Jigiyano Ba	34 010	34 010	-	-	-	-	-	34 010
7	Camet Nationale	148 476	33 590	114 886	-	-	-	-	148 476
8	CMEC PDR SAN	10 014	-	10 014	-	-	-	-	10 014
9	CECRA Nyetaso	450	450	-	-	-	-	-	450
10	Faso Jigi	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Niako	66 614	66 614	-	-	-	-	-	66 614
12	Saawaka Global 2000	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Karabara	11 980	-	11 980	-	-	-	-	11 980
14	Soro Yiriwaso	28 066	28 066	-	-	-	-	-	28 066
15	MECEO	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Sudu Diawdi	5 654	5 654	-	-	-	-	-	5 654
17	Tonus	-	-	-	-	-	-	-	-
18	RECA Donkasiou	-	-	-	-	-	-	-	-
19	Damu O Péré Dacoudabougou	-	-	-	-	-	-	-	-
20	Démésov	6 694	6 694	-	-	-	-	-	6 694
21	Sutraso	12 506	7 918	4 588	-	-	-	-	12 506
22	Buntunjo	417	417	-	-	-	-	-	417
23	Buntumba	502	502	-	-	-	-	-	502
24	CEC Yeréfaso AMAPER	8 100	-	8 100	-	-	-	-	8 100
25	Yeréfaso Woroklatou TALL	-	-	-	-	-	-	-	-
26	Jigiéné	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
27	CEC Niatou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
28	CEC Espoir Hipodrome	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
29	Caisse MIBIO Kalamba Koro sud	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
30	Caisse SEMA I	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
31	Wouri Crédit	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
32	CVCT Tidiémène	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
33	CEC Alher d'Inhadyni	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
34	CEC Technicat d'Ademamboukane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
35	CEC Tébawint Menaka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
36	CEC Talawut de Menaka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
37	CEC de la paix Ioumbouctou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
38	Jigiliso	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

DONNEES RELATIVES AUX EMPLOIS DES SFD : CREDIT EN COURS AU 31/12/2002 (Suite)

[illegible]

	Mutualistes								
1	Kalo Jignew	1 526 263	366 067	-	28	128 410	126 049	2 146 807	
2	FCRAD	193 918	9 000	-	-	35 717	27 808	266 443	
3	Nydeligso	1 256 199	998 773	-	-	109 068	136 483	2 500 493	
4	Kondo Jigima		54 780	-	-	101 169	67 189	223 136	
5	Jénéné	287 356	35 772	-	-	37 264	22 269	382 661	
6	Jigiyaso Ba	317 364	31 414	-	-	3 630	4 990	357 398	
7	Canec Nationale	21 412	-	-	-	-	-	21 412	
8	CMEC PDR SAN	22 883	9 926	-	-	-	11 250	44 059	
9	CECRA Nyetaso	3 124	51	-	-	-	-	3 175	
10	Faso Jigi	9 351	2 831	-	-	894	2 103	15 179	
11	Nialo	39 485	3 413	-	-	1 619	685	45 172	
12	Sasawaka Global 2000	5 512	2 710	-	-	540	1 304	10 066	
13	Karabara	7 374	1 426	-	-	-	1 668	10 468	
14	Soro Yitwaso	9 479	3 079	-	-	64	1 059	13 681	
15	MECSO	2 155	72	-	-	-	-	2 227	
16	Sudu Diawadi	2 611	1 219	-	310	-	2 504	6 644	
17	Torus	2 084	549	-	-	-	455	3 085	
18	RECA Donkagui	5 128	792	-	-	-	6 076	11 996	
19	Danu O Péré Daoudabougou	3 373	-	-	-	-	513	3 886	
20	Dénissow	3 210	346	-	-	23	135	3 714	
21	Sutraso	848	-	-	-	-	-	343	
22	Buntunjo	1 489	141	-	-	307	649	2 586	
23	Buntumba	637	775	-	-	-	83	1 495	
24	CEC Veretaso AMAPER	1 392	750	-	-	830	-	2 972	
25	Veretaso Worokatu TALL	150	1 000	-	-	-	-	1 150	
26	Jigéanté	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
27	CEC Niatou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
28	CEC Espoir Hippodrome	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
29	Caisse MIBIO Kalamba Koro sud	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
30	Caisse SEMA I	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
31	Wouri Crédit	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
32	CVCT Tidemane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
33	CEC Alher d'Idiadeyri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
34	CEC Technat d'Aderamboukane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
35	CEC Tabawint Menaka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
36	CEC Talawint de Menaka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
37	CEC de la paix Ioumboucou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
38	Jigligiso	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	

CHARGES D'EXPLOITATION DES SED AU 31/12/2002

[illegible]

Méthodes						
1	Kato Jignew	272	138	-		430
2	FCRMD	98	22	-		120
3	Nyegiso	126	211	3		340
4	Kondo Jigina	39	35	-		74
5	Jenveni	32	21	-		53
6	Jigvaso Ba	22	8	-		30
7	Canec Nationale	25	4	-		29
8	CEMEC PDR - SAN	80	17	-		97
9	CECRA Nyetaso	7	1	-		8
10	Faso Jigi	4	8	-		12
11	Niako	3	7	-		10
12	Sasawaka Global 2000	10	10	-		20
13	Karabara	nd	nd	-	nd	0
14	Soro Yitwaso	7	5	-		12
15	MECSO	16	10	-		26
16	Sudu Diawdi	8	12	-		20
17	Ionus	8	3	-		11
18	RECA Donkagui	4	-	-		4
19	Danu O Péré Daoudabougou	1	2	-		3
20	Dembow	2	2	-		4
21	Sutraso	5	1	-		6
22	Buntunjo	5	-	-		5
23	Buntumba	nd	nd	-	nd	0
24	CEC Yéféaso AMAPF	8	4	-		12
25	Yéféaso Woroklatou TALL	11	1			12
26	Jigiemé	nd	nd		nd	nd
27	CEC Nianou	nd	nd		nd	nd
28	CEC Espoir Hipodrome	nd	nd		nd	nd
29	Caisse MILBIO Kalanda Koro sud	nd	nd		nd	nd
30	Caisse SEMA I	nd	nd		nd	nd
31	Wouri Cécit	nd	nd		nd	nd
32	CVCT Tiderméne	nd	nd		nd	nd
33	CEC Alher d'Intadevni	nd	nd		nd	nd
34	CEC Techetast d'Adaramboukane	nd	nd		nd	nd
35	CEC Tabawini Menaka	nd	nd		nd	nd
36	CEC Talawiri de Menaka	nd	nd		nd	nd
37	CEC de la paix Tounbouctou	nd	nd		nd	nd
38	Jigisigo	nd	nd		nd	nd

nd = non déterminé

CREDIT SOLIDAIRE					
1	Camel	0	53	53	
2	Piyeh	8	27	35	
3	Misciléné	0	24	24	
4	Nayral NEP	121	5	126	
5	Yrèth Mueow	0	11	11	
6	RMCR	0	22	22	
TOTAL					
CIVECA					
1	Cveca Pays Dogon	178	6	184	
2	Cveca Iere Région (Kiba/Baloulabe)	151	5	156	
3	Cveca San/Djenné (PASACCOOP)	145	15	160	
4	PASBECA Kayes	85	8	93	
5	PASBECA Macina/Tenenkou	21	5	26	
6	Cveca Office du Niger	153	8	161	
TOTAL					

QUALITE DU PORTFEUILLE DES RESEAUX MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT AU 30/12/2002

1	Kato Jigiew	96,12	nd	425 225	4,50
2	FCRAM	98	7	105 064	4
3	Nyèsigiso	98,29	45,27	107 343	1,93
4	Kondo Jigina	88	45	177 005	10,90
5	Jemend	98,6	nd	118 389	6,40
6	Jigiyaso Ba	96,18	76,94	2 644	1,30
7	Carrec Nationale	nd	59	16 794	12
8	CEMECPDR - SAN	99	85	585	0,70
9	CECRA Nyetaso	94	65	800	3,70
10	Faso Jigi	nd	nd	12 120	20,90
11	Nako	97	0	10 521	3
12	Sasakawa Global 2000	89,27	55,50	0	0
13	Karabera	96,3	nd	0	0
14	Soro Yitwaso	96,09	44,27	1 605	2,30
15	MECSO	89,27	81,24	0	0
16	Sudu Diawdi	96,3	71	1 909	6,40
17	Tonus	87,40	95,61	1 687	9,30
18	RECA Donkagui	61,54	nd	3 487	25,60
19	Danu O'Père Daoudabougou	85	71	14 197	56,80
20	Démecow	nd	nd	300	1,60
21	Sutraso	55	39	5 627	45
22	Bunhujo	nd	75,40	4 128	9,20
23	Bunhumba	nd	nd	200	29,70
24	CEC Yeréaso AMAPF	78,80	55	2 843	16,30
25	Yeréaso Worokiatou TALL	nd	nd	0	0
26	Jigiéné	nd	nd	nd	nd
27	CEC Niatou	nd	nd	nd	nd
28	CEC Espoir Hipodrome	nd	nd	nd	nd
29	Caisse MIBIO Kalamba Koro end	nd	nd	nd	nd
30	Caisse SEMA I	nd	nd	nd	nd
31	Wouri Credit	nd	nd	nd	nd
32	CVCT Tideréné	nd	nd	nd	nd
33	CEC Albert d'Inbedeyri	nd	nd	nd	nd
34	CEC Techéat d'Adaramboulane	nd	nd	nd	nd
35	CEC Tabawint Menaka	nd	nd	nd	nd
36	CEC Talawint de Menaka	nd	nd	nd	nd
37	CEC de la paix Toumboucou	nd	nd	nd	nd
38	Jigisio	nd	nd	nd	nd

nd = non déterminé

ANNEXE IX : Tableau N° 2

Qualité du porte feuille des réseaux de crédit solidaire au 31-12-2002 ayant communiqué un rapport d'activité

Réseau	Taux de remboursement %	Taux de recouvrement des créances en souffrance %	Montant créances en souffrance (en millions)	Taux de dégradation %	observations
Nayral / NEF	99,61	-	1.005	8,73	
Nyeta Musow	99,2	-	0	0%	
Miselini	99,3	-	2.665	0,38	
RMCR	96	nd	1.001	0,67	
CANEF	98	nd	13.835	4,23	
Piyeli	98,10	nd	34.695	7,45	
Total	98,84		53.201	3,61	

SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES RESEAUX DE CAISSES
MUTUALISTES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AU 31/12/2002

(%)

		0 à 10%	10 à 20%	20 à 25%	Mind 100%	0%	Mind 0,5%
1	Kato Ignew	12,40	82,74	90,94	110,60	7,75	2,66
2	ROKAD	6,43	79,66	46,61	128,71	128,26	1,03
3	Nyétéguiso	17,98	64,74	38,94	83	9,7	6,61
4	Kondé Jigina	16,83	58,64	7,77	76	12	0,91
5	Jéméni	16,58	76,50	1,24	102,43	95,6	0,08
6	Jigyasoo Ba	16,54	31,94	94,21	44	76,53	0,22
7	CMEC / SAN	12,31	69,18	123,73	13,78	492,14	7,97
8	CAMEC Ndi	10,82	55,93	27,55	83,39	53,24	1,80
9	Karabara	5,55	124,21	71,21	207,11	386,05	5,45
	Niako	6,00	180,06	14	206,44	0	4
10	Sadu Diawdi	9,72	40,36	14,68	57	76,58	2,07
11	CECRA Nyéaso	5,52	171,88	150,74	462,40	30,4	3,94
12	Sutraso	0,18	75	26	0	0	3
13	Dennu O Peré	10,00	88	11	88	0	0,20
14	Keca Dorkarsigui	82,40	43,50	13,21	191,10	144,3	9,20
15	Dennisow	1,00	73,80	6,1	86,70	8,4	0,06
16	Yétéaso	5	84,10	139,60	176,00	385,1	3,80
17	Faso Jigi	16,30	45,30	7,27	83,40	169,9	4,40
18	Khasso Burtumba	20,60	82,50	63	116,90	0	20,10
19	MECSO	26,30	43,40	49,9	25,40	0	52,80
21	Tonus	4,60	156,30	233,90	542,80	240,2	6,20
22	Soroyiwaso	4,70	165,70	94,20	229,90	71,2	6,60
23	St Global 2000	8,80	130,70	50,90	295,50	143,8	14,50
24	Buntunjo	12,10	79,90	84,7	165,80	192,3	7,50
25	Yétéaso						
	Woroklatou TALL	10,60	16	83,3	16	0	2,40
	NORMES	0 à 10%	10 à 20%	20 à 25%	Mind 100%	0%	Mind 0,5%

SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES RESEAUX CEECA
AU 31/12/2002

(%)

CEECA 1er REGION									
Asso. Damaïa Kila	10,9	86,1	54,5	125,7	7,3	1,7			
Asso. Si Balcouabé	9,3	106,8	47,6	116,2	6,6	0,6			
CEECA Office du Niger	7,5	118,5	64,7	153,9	6,4	3,1			
Asso. Macina	8,9	91,6	38,0	164,6	3,5	4,2			
Asso. Kallari	5,7	117,9	33,1	225,1	6,5	2,4			
Asso. Kourou	11,8	63,3	34	129,4	3,2	-2,6			
CEECA Pays Dogon	5,9	161,9	46,4	213,1	2,3	3,9			
Asso. Koro	17	44,6	16,5	63,3	11	-0,7			
Asso. Bandiagara	13,8	53,6	13	119,5	10,2	-3,9			
Asso. Bankass	6,5	72	19	157	5,6	-5,4			
PASACCOOP/SAN/Djenné	8	115	22,08	214,5	14	5			
Asso. San	6,9	133	67,8	173,6	8,4	38			
Asso. Djenné	9,6	147,5	77	186	7	6			
PASECA KAYES	9,7	104	49,8	146	11,8	5			
PASECA MACINA	4,4	211,6	40,8	374,2	16,9	1,70			
TENENKOU									
MOÏME	PM	PM	PM	PM	PM	PM			
	0 à 110%	160 à 210%	210 à 260%	100% et +	0%	Moins - 0,5%			

ANNEXE X : Tableau N° 3

Situation des indicateurs de performance des réseaux de crédit solidaires au 31-12-02 ayant communiqué un rapport d'activité

Indicateur Réseau	efficacité	Autosuffisance opérationnelle	capitalisation	Couverture des frais général par le P.F.Net	Suggestion aux subventions	En %	
						Rentabilité	observations
Nayral / NEF	36,99	80,88	108,89	114	95,73	27,70	
Nyeta Musow	14,99	120,84	4,223	133,63	86,27	9,03	
Miselini	19,25	96,61	364,31	112,52	38,37	2,88	
RMCR	19,60	28,46	2,964,23	32,34	364,30	7,42	
CANEF	30,58	66,22	154,15	83,44	9,89	4,05	
Piyeli	40,64	1,77	15,08	2,03	469,54	- 17,09	
Normes	0 à 110%	160 à 210%	210 à 260%	100% et +	0%	Mini -0,5%	

ANNEXE XI : Tableau N° 3

Situation des ratios prudentiels des réseaux de crédit solidaire au 31-12-2002

Ratios Réseau	Limitations opérations autres que épargne crédit %	Réserves Générales %	Couverture des emplois moyen long terme par ressources stables %	Limitations prêts aux dirigeants %	Norme de liquidité %	observations
Nayral / NEF	0	15%	0,36	0	188%	
Nyeta Musow	0	40%	0,26	0	254	
Miselini	0	40%	0,11	0,83	316	
RMCR	0	40%	60	4	179	
CANEF	0	40%	66,35	0	149,75	
Piyeli	0	0	1	0,32	115	
Normes	Maxi 5%	Mini 40%	Maxi 100%	Maxi 20%	Mini 80%	

ANNEXE XII :

Proportion des SHD ayant respecté les Indicateurs de Performance de 2000 à 2002

%							
Indicateurs	Efficienc	Autosuffisance opérationnelle	Capitalisation	Couverture des frais généraux par les produits financiers nets	Sujétion aux subventions	Rentabilité	
SFD							
2000							
Mutualistes	100	0	0	64,70	6,25	72,22	
Crédit Solidaire	100	0	0	40	40	60	
CVECA	100	0	0	80	0	60	
2001							
Mutualistes	100	0	0	59	18,18	95,45	
Crédit Solidaire	100	0	20	40	0	100	
CVECA	100	40	0	80	20	60	
2002							
Mutualistes	100	12	4	48	24	84	
Crédit Solidaire	100	0	16,66	50	0	83,33	
CVECA	100	0	0	80	0	80	
Normes	0% à 110%	160% à 210%	210% à 260%	Mini = 100%	0%	Mini = 0,5%	

ANNEXE XIII

Proportion des SFD ayant respecté les Ratios Prudentiels de 2000a 2002

%

Ratios	Limitation des opérations autres que l'Épargne-Crédit	Réserve Générale	Limitation des risques portés par l'institution	Couverture des emplois moyens et longs termes par des ressources stables	Limitation des prêts aux dirigeants	Limitation des risques pris sur un seul membre	Norme de liquidité
SFD							
2000							
Mutualistes	100	100	81,25	81,25	87,50	100	93,75
Crédit Solidaire	100	66,66	-	100	100	-	100
CVECA	100	100	100	100	80	100	100
2001							
Mutualistes	95,45	100	90	68,18	100	99	81,81
Crédit Solidaire	100	100	-	100	100	-	60
CVECA	100	100	80	80	100	100	100
2002							
Mutualistes	95,83	100	84	76	100	96	76
Crédit Solidaire	100	80	-	100	100	-	100
CVECA	100	100	80	100	100	100	100
Normes	Maxi = 5%	Mini = 15%	Maxi = 200%	Maxi = 100%	Maxi = 20%	Maxi = 10%	Mini = 80%